

1er mars 2010

## Les limites des frappes de drones américains au Pakistan

Etant donné que les dirigeants d'al-Qaïda et des factions rebelles afghanes se sont réfugiés dans les zones tribales pakistanaises inaccessibles aux militaires américains, les raids menés à l'aide de drones restent la seule possibilité de leur porter des coups.

On sait que ces engins sans pilote embarqué sont mis en oeuvre depuis le Pakistan, vraisemblablement par la CIA. Seulement, ces attaques ciblées contre les responsables islamistes sont loin de faire l'unanimité, notamment au sein de la population civile pakistanaise, traversée par un fort sentiment anti-américain.

« Les attaques de drones minent le consensus national » a d'ailleurs estimé, le 7 janvier dernier, le président pakistanais, Asif Ali Zardari.

Au-delà de cet aspect, l'efficacité des bombardements réalisés au moyen de drones est régulièrement remise en cause. Comme le fait [le dernier rapport publié sur le sujet par la New America Foundation](#), un centre de réflexion de Washington, qui estime que ces raids avaient « atteint leurs limites »

Certes, ces frappes ciblées ont permis d'atteindre plusieurs responsables djihadistes, comme par exemple Baïtullah Mehsud, le chef du mouvement taleb pakistanais, en août 2009. Mais depuis 2004, selon la New America Foundation, les 114 raids menés par les drones ont tué entre 830 et 1210 personnes, dont 35% de civils.

Alors que le recours aux engins sans pilote ont considérablement augmenté depuis la prise de fonction de Barack Obama à la Maison-Blanche – 53 en 2009, soit un peu moins de la moitié du total sur six ans – le centre de réflexion américain estime qu'elles présentent plus d'inconvénients que d'avantages.

Pour les auteurs du rapport, ces attaques n'ont pas porté de coups décisifs contre la mouvance djihadiste, de même qu'elles n'ont pas perturbé le fonctionnement des camps d'entraînement des combattants islamistes.

Une des preuves est fournie par le cas de Najibullah Zazi, un citoyen américain d'origine afghane, accusé d'avoir préparé des attentats à New York et qui aurait « acquis ses connaissances techniques » lors d'un séjour dans un centre d'entraînement d'al-Qaïda situé dans les zones tribales pakistanaises à l'automne 2008, alors même que les attaques de drones étaient de plus en plus fréquentes.

Autre limite de cette tactique : l'élimination ciblée de dirigeants taliban ou d'al-Qaïda prive le renseignement d'informations de toute première importance. Aussi, la récente capture d'Abdul Ghazni Baradar, le chef militaire des taliban afghans, lors d'une opération conjointe de la CIA et de l'Inter-Services Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais,

qui marque, sans doute, un tournant d'Islamabad à l'égard du mouvement du mollah Omar, rendrait encore moins pertinent le recours aux drones.

Cela étant, avant de parler de « changement stratégique » du Pakistan comme l'a fait un responsable américain le 26 février dernier, sans doute faudrait-il se rappeler qu'il y a tout juste deux ans, les forces de sécurité pakistanaises avaient mis la main sur Mansour Dadullah, un chef militaire taleb pour le sud de l'Afghanistan, alors qu'il se trouvait au Balouchistan. Pour autant, cette arrestation n'avait pas permis de lever l'ambiguïté entretenue par Islamabad à l'égard des insurgés afghans.

<http://counterterrorism.newamerica.net/drones>

§

## Après Marjah, objectif Kandahar

Bastion taleb et centre important de production de l'opium, le district de Marjah, situé dans la province afghane du Helmand, est désormais sous le contrôle des forces afghanes et de l'Otan. C'était l'objectif premier de l'opération Mushtarak, qui a mobilisé près de 15.000 soldats alliés.

« L'une des conclusions fondamentales tirées des observations des commandants sur le terrain est le niveau d'éparpillement et de confusion qui règne chez les taliban » a déclaré, le 26 février, le général britannique Gordon Messenger.

« La réaction des taliban reste décousue. Il y a de plus en plus d'éléments montrant qu'ils sont sous pression et qu'ils quittent la région » a-t-il continué, avant d'ajouter que les insurgés sont « désorientés et peinent à opposer une réaction cohérente ».

« En gros, on peut dire que Marjah a été nettoyée » a indiqué, le lendemain, le capitaine Johsua Winfrey, commandant de la compagnie Lima, 3e Bataillon du 6e Régiment de Marines, dont les propos ont été relevés par l'Associated Press.

Mais cela ne signifie pas que la zone est devenue totalement sûre. En fait, le plus difficile reste maintenant à faire. « Pour le moment, nous ne considérons pas que c'est complètement sécurisé », a estimé le capitaine Abe Sipes, un porte-paroles des Marines. Après la conquête, il s'agit de réussir la phase de stabilisation de la zone. Or, cela s'annonce compliqué au vu du nombre considérable d'engins explosifs improvisés laissés par les taliban, et la présence de nombre d'entre eux parmi la population civile.

Le succès ou non de l'opération Mushtarak est entre les mains de cette dernière. Ou plus précisément des forces de sécurité afghanes, qui devront faire leurs preuves. « Si les gens pensent que leur sécurité est assurée sur une base pérenne et qu'ils sont capables d'avoir ce dont ils ont besoin en s'adressant au gouvernement, il y aura alors assez peu d'endroits où les taliban pourront prendre racine » a déclaré le général Messenger.

Cette phase de stabilisation devrait durer sans doute plusieurs mois. Cependant, une autre opération est en cours de planification. En effet, selon un haut responsable de l'administration américaine, la province de Kandahar, l'ancien fief du mollah Omar, le chef historique du mouvement taleb afghan, serait la prochaine cible des troupes afghanes et de l'Otan. Le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), le général américain Stanley McChrystal, avait d'ailleurs évoqué cette éventualité la semaine passée.

Commandant de la force opérationnelle canadienne en Afghanistan, le brigadier-général Dan Ménard a donné plus d'éléments sur les préparatifs en cours. « Les opérations qui

seront menées dans la province de Kandahar seront différentes de ce qu'on voit dans la province du Helmand. Bien entendu, il y aura des combats, mais ils devraient avoir lieu dans les campagnes, à l'extérieur des villes et des grands villages, ce qui est essentiel dans une guerre de contre-insurrection » a-t-il déclaré, le 26 février. Ce qui permettrait ainsi d'éviter les pertes civiles et d'isoler les insurgés.

§

## L'Otan coule un bateau pirate au large de la Somalie

Pas de quartier! Mobilisée dans le cadre de l'opération Ocean Shield de l'Otan, qui vise à lutter contre la piraterie dans la golfe d'Aden, la frégate danoise HDMS Absalon a coulé, le 28 février, un bateau-mère pirate au large des côtes somaliennes.

Le bâtiment visé, qui entraîne des skiffs, c'est à dire des embarcations rapides sur lesquelles les pirates embarquent pour lancer l'abordage contre leurs proies, avait été repéré au moment où il quittait son port d'attache, selon le commandement des opérations navales de l'Otan, à Northwood.

La frégate Absalon a ensuite pris en chasse et procédé au sabordage du navire pirate, après en avoir fait évacuer ses occupants. Les marins danois, placé sous l'autorité de l'Otan, n'ont fait qu'appliquer les recommandations qui mettent l'accent sur la nécessité d'intervenir d'intervenir avant que les pirates ne prennent le large et qu'ils ne deviennent une menace pour le trafic maritime.

« Cela envoie un signal fort aux pirates pour leur signifier que l'Otan et la communauté internationale ne toléreront pas leurs actions » a commenté le commandant de l'opération Ocean Shield.

Ce n'est pas la première fois que l'équipage de la frégate Absalon fait un coup d'éclat dans l'Océan indien. [Au début du mois dernier](#), il avait été impliqué dans l'assaut visant à reprendre des mains des pirates le cargo estonien Ariella, avec la collaboration de la frégate indienne Tabar et du bâtiment russe Neoustrachimy.

2 mars 2010

## Un gendarme tué lors d'un contrôle routier

Un gendarme de la brigade motorisée de Bergerac a violemment été percuté par un motard qui refusé d'obtempérer lors d'un contrôle routier, à Saint-Julien-d'Eymet (Dordogne), dans l'après-midi du 28 février.

Grièvement blessé, le militaire est décédé après son admission à l'hôpital de Bergerac. Arrivé en Dordogne en 2006, le gendarme Jacques Montouillout, 49 ans, était originaire de la région parisienne. Au cours de sa carrière, il avait été amené à travailler à l'ambassade de France en Côte d'Ivoire et en ex-Yougoslavie.

Quant au pilote de la moto, il s'agit d'un ouvrier agricole de 50 ans. Ayant pris la fuite après le choc fatal au militaire, il s'est finalement rendu à la gendarmerie de Bergerac après un appel téléphonique aux gendarmes.

Placé en garde à vue, il a été ensuite déféré au Parquet et mis en examen pour homicide involontaire avec circonstances aggravantes (délict de fuite et manquement délibéré aux

obligations de sécurité).

Cet accident s'ajoute à celui du 4 février dernier, où un motard de la brigade de gendarmerie de Confolens avait été percuté par une automobiliste à un carrefour près de la localité d'Ambernac.

§

## Mistral gagnant

Ce ne sera donc pas un seul mais bien quatre Bâtiments de Projection et de Commandement (BPC) que compte acquérir la marine russe, qui avait fait part de son intérêt pour ce type de navire lors du salon naval de Saint-Petersbourg, comme Zone Militaire [l'avait indiqué l'été dernier](#).

A l'occasion de la venue à Paris du président russe, Dmitri Medvedev, le dossier de la vente de ce bâtiment conçu par DCNS et les chantiers navals STX, a connu une évolution favorable puisque désormais, la France et la Russie sont engagées dans des négociations exclusives, au détriment des Pays-Bas, qui navire similaire au BPC français, de la classe Johann de Witt, et de l'espagnol Navantia.

Cette vente de matériel militaire à la Russie, qui est une première pour un pays membre de l'Otan, inquiète non seulement les Etats-Unis, mais aussi et surtout les pays baltes et la Géorgie, qui ont eu maille à partir avec leur puissant voisin.

« Je comprends (leur) inquiétude liée à leur passé » avait déclaré Hervé Morin, le ministre français de la Défense, à Palma de Majorque, le 25 février dernier. « On ne peut en même temps vouloir bâtir un partenariat de paix et de sécurité en Europe avec les Russes, en regardant la Russie comme si c'était l'Union soviétique » avait-il poursuivi. « Il faut changer de lunette » avait-il conclu.

Etablir des relations nouvelles avec Moscou, tel avait été l'argument avancé par Hervé Morin lors de sa rencontre avec son homologue américain, Robert Gates, le 8 février. Interrogé sur la vente de BPC à la Russie, ce dernier ne s'était pas montré bavard sur le sujet. « Je dirai seulement que nous avons eu une discussion bonne et approfondie et je m'en tiendrai là » avait-il déclaré.

Lors d'une conférence de presse avec son homologue russe, tenue le 1er mars au soir, le président Sarkozy en a appelé à la cohérence et à « tourner la page de la guerre froide ». « Comment dire aux dirigeants russes 'on a besoin de vous pour faire la paix, on a besoin de vous pour résoudre un certain nombre de crises dans le monde', notamment la crise iranienne qui est très importante mais 'on ne vous fait pas confiance, on ne travaille pas avec vous sur le Mistral » a-t-il déclaré.

Maintenant que les négociations sont lancées, il reste à voir combien de BPC seront construits en France sur les quatre qui seront commandés. « Deux (à Saint-Nazaire) et deux (en Russie) serait un accord raisonnable » a avancé le président français, qui a par ailleurs précisé que les navires ne seront pas livrés avec leur équipement militaire.

Que cette vente plaise ou non à Washington et aux anciens satellites de l'URSS, le président Sarkozy a toutefois précisé qu'il n'est pas question de livrer les BPC avec de l'équipement militaire. Quoi qu'il en soit, cette vente sera une bouffée d'oxygène pour les chantiers navals de STX France, où l'activité tourne au ralenti, faute de commandes.

La France dispose de deux BPC en service (le Mistral et le Tonnerre). Un troisième a été récemment mis sur cale (le Dixmude). Navire le plus imposant de la Marine nationale,

après le porte-avions nucléaire Charles de Gaulle, le BPC a démontré son utilité en évacuant vers l'île de Chypre 4,700 civils de Beyrouth, au moment des opérations militaires d'Israël contre le Hezbollah, au Liban, lors de l'été 2006.

§

## Tempête Xynthia : Les armées mobilisées

Des moyens militaires ont été mobilisés pour venir en aide aux victimes de la tempête Xynthia, qui a balayé une partie de la France dans la nuit du 27 au 28 février et qui a provoqué des dégâts considérables dans la région Poitou-Charentes et en Vendée.

La chaîne OTIAD (Organisation territoriale interarmées de défense) a été activée le 28 février, ce qui a permis de prendre en compte en temps réel les demandes adressées à l'état-major des armées, et plus précisément au Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) en matière d'assistance.

Ainsi, quatre hélicoptères ont pris part aux opérations de secours, dont un Dauphin de la Marine nationale et deux Puma ainsi qu'un Caracal de la base aérienne 120 de Cazaux. Ces appareils, avec du personnel du service de santé des armées à bord, ont effectué une vingtaine d'heures de vol et ont permis de venir en aide à 136 personnes, dont 77 par hélitreuillage. En outre, ils ont transporté 700 kg de fret, dont des groupes électrogènes, des vivres et du matériel de première urgence, notamment à destination de l'île de Ré, isolée du reste du monde.

Les zones de défense Ouest et Sud-Ouest ont également été mobilisées pour fournir des engins spécialisés du Génie, ainsi que des camions et des véhicules tout terrain. Une section du 6e Régiment du Génie d'Angers est venue en aide aux sinistrés en Vendée.

Par ailleurs, la base aérienne 721 de Rocherfort a été sollicitée pour héberger des secouristes (pompiers, gendarmes) et a mis quelques véhicules et du matériel à la disposition du Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) de Charente-Maritime.

Enfin, l'Etablissement central de l'infrastructure Air (ECIA) de la base 106 de Bordeaux-Mérignac a contribué aux opérations en envoyant à l'île de Ré près de 5.000 sacs de terre pour le renforcement des digues, fragilisées par l'action conjuguée des vents violents et d'un haut coefficient de marée.

Le bilan de la tempête Xynthia est actuellement de 52 morts et de 7 disparus.

§

## 16 gendarmes blessés au cours d'un exercice

Un exercice ayant pour thème les émeutes urbaines s'est mal passé, le 16 février, au centre d'entraînement de la gendarmerie de Saint-Astier (24). En effet, 16 gendarmes mobiles ont vraisemblablement été blessés par l'explosion d'une grenade de « désencerclement ».

Cette munition, en principe pas dangereuse, produit une déflagration assez forte pour permettre à un agent des forces de l'ordre de se dégager en cas d'échauffourée. Un gendarme mobile avait été blessé par un engin de ce type lors des manifestations de Mayotte, en décembre 2009.

Cela étant, l'entraînement du mois dernier a opposé des gendarmes de l'escadron mobile d'Orange (Vaucluse), qui tenaient le rôle de manifestants, à des gardes républicains. Les

militaires suivaient alors une formation d'une quinzaine de jours visant à les mettre dans une situation la plus proche possible de la réalité.

Un garde républicain a alors lancé une grenade parmi les gendarmes mobiles, « par mégarde ou inattention » au lieu de l'envoyer dans une cage en béton spécialement conçue pour atténuer la déflagration de ce type de munition. Bilan : 16 blessés.

Un gendarme a légèrement été touché par un éclat de la grande à la cheville. Les autres souffrent de troubles auditifs.

Le dernier incident connu à Saint-Astier remonte à 1996. Cette année-là, un officier de gendarmerie avait été tué après avoir été renversé par un véhicule blindé.

### **3 mars 2010**

## Des chars russes abandonnés en forêt

Surprenante découverte pour un skieur, alors en randonnée dans une forêt située dans l'Oural, à une centaine de kilomètres d'Ekaterinbourg. En effet, il est tombé nez à nez avec une centaine de chars T-80, laissés sans surveillance.

Le promeneur a pris des images grâce à son téléphone portable et les a ensuite diffusées sur Internet. L'on peut y voir de nombreux chars, disposant visiblement de leurs munitions.

Selon Tvoï Den, un quotidien russe, qui s'appuie sur le témoignage d'habitants, les T80, dont le nombre est estimé entre 100 et 200, auraient été parqués dans cette forêt depuis le mois novembre.

Une version contestée par l'armée russe, que l'on imagine embarrassée par cette découverte. En fait, d'après le commandement militaire de la région Volga-Oural, les chars seraient en cours de transfert.

« Les véhicules sont dans la forêt depuis la mi-janvier. Ils ne sont pas abandonnés » a précisé un porte-parole, qui a ajouté que les T80 seront transférés à partir de la mi-mars vers « une base d'entretien ». Pour le reste, c'est secret défense...

Le char T80, qui ressemble beaucoup au T72, a été développé à partir des années 1970 et entré en service au sein de l'Armée rouge en 1983. D'une masse de 46 tonnes, il est armé par un canon de 125mm ainsi que deux mitrailleuses (7,62mm et 12,7mm). L'armée russe en dispose encore au moins 4.500 exemplaires. Un chiffre à comparer avec les 300 blindés T90, plus récents, qu'elle met actuellement en oeuvre.

§

## Facebook incompatible avec le secret défense

Alors que [le Pentagone vient d'autoriser](#) les militaires américains pour à utiliser les réseaux sociaux en ligne, il se pourrait bien, qu'à terme, l'armée israélienne prenne la mesure contraire.

En effet, la radio de Tshal, un militaire servant dans une unité d'artillerie serait à l'origine d'une fuite sur Facebook, ce qui aurait conduit à l'annulation d'une opération en Cisjordanie visant à interpellier des activistes palestiniens.

« Mercredi, nous faisons le ménage à Katana, et jeudi, si Dieu le veut, nous retournerons à la maison » avait écrit l'artilleur sur la page de son profil, en faisant référence au village où avait été planifiée la mission.

Selon le quotidien Haaretz, le soldat en cause aurait en plus donné le nom de son unité ainsi que la date prévue pour le début de l'opération. Finalement, dénoncé par ses camarades, le fautif a été suspendu.

« Si les fuites d'informations classifiées se produisent régulièrement sur Internet, ce cas de figure fait exception » a toutefois relativisé la radio de l'armée israélienne [sur son site Internet](#).

Le problème de la mise en ligne, via les réseaux sociaux, d'informations confidentielles n'est pas nouveau. [Un enquête israélienne](#), réalisée en 2008, avait d'ailleurs tiré le signal d'alarme : des photographies de militaires appartenant à des unités spéciales ainsi que des sites classés secrets pouvaient être consultés librement sur des sites comme Facebook ou Myspace. D'où une série de recommandations et de mesures prises par Tsahal à l'époque pour enrayer ce phénomène.

« L'armée israélienne utilise des systèmes de surveillance internes et externes afin d'éviter d'avoir sur les réseaux sociaux des images de soldats en opération, des fonds de cartes classés ou des tableaux avec des mots codés » a expliqué un porte-parole de Tsahal. Des précautions qui, visiblement, ont failli être pris en défaut...

#### **4 mars 2010**

## L'aviation de chasse sud-coréenne clouée au sol

Un hélicoptère léger de l'armée de l'air sud-coréenne s'est écrasé, le 3 mars, sur une ferme de Namyangju, une localité située à une vingtaine de kilomètres de Séoul. Ses deux occupants ont perdu la vie.

L'appareil, un Hughes 500 MD de conception américaine, était alors engagé dans un exercice de nuit au moment de l'accident, qui est survenu quelques heures après la perte de deux F-5F, qui ont percuté le mont Hwangbyeong, à 230 kilomètres de la capitale sud-coréenne.

En service depuis les années 1980, les F-5 des forces aériennes sud-coréennes approchent de leur fin de vie opérationnelle. Il s'agit du septième accident impliquant ces appareils depuis l'an 2000.

Aucune hypothèse n'a été écartée pour expliquer ce nouvel incident, qui a causé la mort de trois pilotes. L'on sait que les conditions météorologiques étaient mauvaises mais les autorités sud-coréennes évoquent également une faute de pilotage ou un problème mécanique.

Quoi qu'il en soit, Séoul a décidé de suspendre temporairement les vols de tous ses avions de chasses afin de mener une inspection de sécurité. Quant aux F5, ils resteront cloués au sol tant que les circonstances de l'accident du mont Hwangbyeong ne seront pas éclaircies.

Les forces aériennes sud-coréennes mettent en oeuvre essentiellement des avions de fabrication américaine, dont des 170 F16, des F15 Eagle et des Phantom II hors d'âge. Le F5 Tiger constitue leur épine dorsale, avec plus de 170 appareils encore en service. Ils devraient être remplacés à partir de 2013 par le FA-50, un aéronef développé par KAI, en

collaboration avec Lockheed-Martin et dérivé du [TA-50 Golden Eagle](#), qui sert essentiellement à l'entraînement.

§

## La Chine modère la hausse de ses dépenses militaires

Deux officiers supérieurs chinois ont récemment fait part de leurs observations au sujet du contexte sécuritaire régional et de l'avenir des forces armées de leur pays. Ainsi, le colonel Dai Xu a estimé que Pékin « n'échappera pas à la calamité de la guerre (...) dans 10 ou 20 ans » étant donné que l'Empire du milieu est entouré de pays hostiles ou alliés des Etats-Unis, la rivalité avec ces derniers risquant de s'accroître à l'avenir, à mesure de l'affirmation de la puissance chinoise.

« Le grand objectif de la Chine au XXI<sup>e</sup> siècle est de devenir la numéro un mondiale, la première puissance » a affirmé le colonel Liu Mingfu, dans un livre intitulé « Le rêve chinois ». Et pour cet officier, « l'essor économique » ne peut qu'aller de pair avec un « essor militaire » afin que l'armée populaire de libération devienne assez forte pour dissuader les Etats-Unis de venir contester le rang de Pékin et d'intervenir dans un conflit dans le détroit de Taïwan.

Ces déclarations ont toutefois été remises en cause par le général Luo Yan, membre de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CCPPC) et chercheur à l'Académie des Sciences Militaires. « Nous devons penser aux moyens de préserver notre intégrité nationale. Nous n'avons aucunement l'intention d'entrer en concurrence avec les Etats-Unis » a-t-il affirmé avant l'ouverture de la 3<sup>e</sup> Session de la 11<sup>e</sup> CCPPC. Quant aux remarques du colonel Luo, elles ne reflètent que « son ambition personnelle » a-t-il estimé.

Cela étant, Pékin a annoncé, ce 4 mars, un budget de la défense de 532,1 milliards de yuans (57 milliards d'euros), soit une progression de 7,5% par rapport à 2009. Cette hausse est deux fois moins importante que celle annoncée l'an passé (+14,8%). Et il s'agit de la plus faible augmentation des dépenses militaires chinoises depuis 1999.

Comme d'habitude, le porte-parole du Parlement, Li Zhaoxing, a précisé que l'essentiel de ces dépenses sera consacré à l'amélioration des conditions de vie des militaires, ainsi qu'à la modernisation de l'armée populaire chinoise, forte de plus de 2 millions d'hommes.

Seulement, le budget de la défense chinois est régulièrement épinglé par les Etats-Unis pour son manque de transparence. Et la multiplication par cinq des dépenses militaires de Pékin en dix ans a également provoqué une course aux armements dans la région.

Mais la Chine fait valoir que son budget de la Défense, ramené au Produit intérieur brut (PIB), est « raisonnable » comparé à celui d'autres puissances. Ainsi, les dépenses militaires chinoises représentent 1,4% du PIB, contre 4% pour les Etats-Unis et 2% pour la France et le Royaume-Uni.

« La Chine est engagée en faveur de la paix. Le seul but de sa force militaire est de protéger sa souveraineté et son intégrité territoriale » a une nouvelle fois répété Li Zhaoxing.

Ce qui n'exclut pas un conflit pour la reprise de Taïwan, considéré comme une province « rebelle » par Pékin. Mais pour le moment, une aventure militaire dans le détroit de Formose ne serait pas dans l'intérêt chinois, notamment sur le plan économique.

§



# Les Etats-Unis changent de méthode pour éradiquer les cultures de pavot en Afghanistan

D'après l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD), 92% de la production mondiale d'opium vient d'Afghanistan. Et le trafic lié à cette substance [financerait à hauteur de 15% les groupes insurgés](#), ce qui représente entre 90 et 160 millions de dollars par an.

Mais les taliban ne sont pas les seuls à profiter de cette manne : les producteurs d'opium perçoivent 700 millions de dollars pendant que 2,3 milliards vont garnir les poches des trafiquants. Par ailleurs, 60% des parlementaires afghans sont liés à des personnes qui ont un intérêt dans ces trafics.

Par conséquent, l'éradication des cultures de pavot est une tâche plutôt délicate, d'autant plus que la part des trafics d'opium dans l'économie des provinces de Kandahar et du Helmand, là où les insurgés sont les plus actifs, est de l'ordre de 30%.

Passer au défoliant un champ de pavot, c'est peut-être priver l'insurrection d'une source de financement, mais c'est aussi enlever le pain de la bouche des paysans afghans. Et quand on veut gagner « les cœurs et les esprits », il y aurait sans doute une autre façon de procéder, à l'image de ce que font les soldats britanniques et canadiens, qui se focalisent davantage vers les trafiquants que les producteurs.

Aussi, et alors qu'ils poussaient leurs alliés à s'impliquer davantage dans l'éradication de ces cultures, les Etats-Unis ont fait machine arrière. Désormais, il s'agit de privilégier « l'aide au développement de cultures vivrières » au détriment de celle du pavot. C'est en tout les cas ce qu'a indiqué David Johnson, le secrétaire d'Etat adjoint chargé du trafic de drogue international, le 1er mars.

Cette approche est somme toute logique car elle est en phase avec la stratégie de contre-insurrection préconisée par le général McChrystal, le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité, et qui met l'accent sur l'adhésion de la population civile au gouvernement afghan.

Ce dernier a d'ailleurs annoncé, le 3 mars, une campagne de destruction des champs de pavot, notamment dans le sud. Ce plan, qui va concerner 18 provinces sur les 34 que compte le pays, comporte trois phases : avertissement, prévention, éradication. Avant d'en arriver au dernier point, les paysans se verront proposer une aide pour changer de culture et passer à la production de céréales.

Ce programme, qui a déjà commencé dans certains districts du Helmand et dans les provinces de Farah et Nangahar, ne s'appliquera pas dans les régions où des opérations militaires sont en cours, comme à Marjah. Pour cela, il faudra attendre que les taliban en soient délogés ainsi que la mise en route des projets de développement.

**5 mars 2010**

## Les déboires du F35

A terme, le F35 Lightning II Joint Strike Fighter (JSF) doit remplacer le F16 ainsi que l'A10 Thunderbolt de l'US Air Force, le F/A-18 Hornet de l'US Navy et l'AV-8B Harrier II de l'US Marine Corps. A cette fin, l'appareil sera disponible sous trois versions différentes.

Le F35A est destiné à l'armée de l'Air américaine. Le F35B, qui a la particularité de décoller

et d'atterrir verticalement (STOVL pour Short Take-Off/Vertical Landing), doit équiper les. Enfin, le F35C est une version embarquée qui sera mis en oeuvre par l'US Navy.

Et justement, la marine américaine a rendu, en janvier dernier, un [rapport très défavorable](#) au sujet de cet avion, censé devenir le pilier des forces aériennes des Etats-Unis. Selon ce document, l'US Navy aurait plutôt intérêt à abandonner le programme JSF pour se consacrer uniquement à celui du F18 Super Hornet dans sa version E/F. La raison est avant tout économique : l'achat et le coût de l'emploi du F35 seraient trop élevés.

Et effectivement, et alors même qu'il ne devait pas, au départ, coûter trop cher, le programme JSF a plus que dérapé, au point de devenir l'un des plus onéreux de l'histoire de l'aviation militaire.

En mars 2008, le Government Accountability Office, l'équivalent de la Cour des comptes française outre-Atlantique, estimait que le développement, l'achat, la maintenance et l'utilisation des 2.443 F35 prévus pour équiper l'armée américaine allaient coûter 950 milliards de dollars, soit 38 milliards de plus par rapport à une précédente évaluation menée en 2007, qui prenait déjà en compte une hausse des coûts de 29% depuis 2001.

Par ailleurs, le développement de cet avion, conçu par Lockheed-Martin, dépend également de ses clients, dont la plupart sont européens. Et mauvaise conjoncture économique oblige, certains d'entre eux ont fait savoir qu'ils reporteraient leurs commandes de l'appareil. C'est notamment le cas du Danemark et des Pays-Bas.

Autre problème rencontré : [celui avec Israël](#). L'Etat hébreu en a commandé, dans un premier temps, 25 exemplaires. Une option sur 50 autres a été posée afin de permettre à la force aérienne israélienne de remplacer une partie de sa flotte de F15 et de F16. Seulement, les négociations semblent plus compliquées que prévues avec le Pentagone.

En effet, Israël voudrait équiper ses F35 avec de l'équipement électronique de fabrication locale afin de réduire de 100 millions de dollars le coût unitaire de chaque avion. Ce que Washington refuse pour le moment. Un autre point de friction concerne la maintenance des appareils : le Pentagone voudrait qu'elle se fasse aux Etats-Unis, ce qui est totalement exclu pour les Israéliens, qui souhaite au contraire confier cette tâche à leurs forces aériennes.

Mais à cela s'ajoute surtout les problèmes techniques et les retards accumulés. En 2009, seulement 16 vols d'essai sur [les 168 planifiés](#) ont été effectués. Au total, pour éprouver l'appareil, ses équipements électroniques et ses logiciels, il faudrait au moins 5.000 heures de vol. Le compte est donc loin d'être atteint.

Ces contre-temps ont fini par avoir raison de la patience de Robert Gates, le secrétaire américain à la Défense. Début février, le responsable en charge de la gestion du projet a été débarqué et 614 millions de dollars qui devaient être versés à Lockheed-Martin ont été gelés.

Au final, le secrétaire général de l'US Air Force, Michael Donley, a annoncé, le 2 mars, que le F35 ne serait pas opérationnel avant la fin de l'année 2015, soit deux ans après la date de mise en service prévue. « Je crois vraiment que nous allons avoir un glissement » a-t-il en effet déclaré. « Nous voulons maintenir la pression sur les fournisseurs » a-t-il poursuivi, avant d'ajouter vouloir les « encourager à tenir leurs promesses et à livrer (le F35) dans les temps ».

## La frégate Nivôse, bête noire des pirates somaliens

Actuellement affectée à l'opération antipiraterie de l'Union européenne Atalante, la frégate française « Nivôse » s'est une nouvelle fois illustrée dans l'océan indien.

En mai 2009, ce bâtiment de la Marine nationale avait été attaqué par les pirates somaliens qui croyaient s'en prendre à un navire commercial. Tel est pris qui croyait prendre : son équipe d'intervention avait alors capturé 11 bandits des mers et saisi leur armement, constitué par des roquettes et des fusils d'assaut kalachnikov. La semaine précédent cet assaut, le Nivôse avait intercepté 11 autres pirates qui voulaient s'en prendre au cargo Safmarine Asia.

Cette fois, la frégate Nivôse est venu à la rescousse du Beutemps-Beaupré, le bâtiment hydro-océanographique de la Marine nationale. Alors qu'il naviguait à 180 milles nautiques à l'est de Mogadiscio, le 4 mars, son équipage repère deux embarcations rapides et ce qui paraît alors être un bateau-mère suspects.

Les deux skiffs mettent alors le cap sur le Beutemps-Beaupré avec manifestement des intentions hostiles. Le navire « a procédé aux sommations d'usage, par radion, moyens sonores et visuels avant que l'équipe de protection embarquée (EPE) ne doive procéder à des tirs de semonce pour repousser les pirates déterminés à monter à bord à l'aide d'échelles mobiles » a indiqué l'état-major des armées (EMA).

L'action de l'EPE a réussi à dissuader les pirates de poursuivre leur assaut. Pendant ce temps, le Beutemps-Beaupré a lancé un message d'alerte, lequel a été reçu par l'état-major de l'opération Atalante.

Comme la position du Nivôse était relativement proche de la zone de l'attaque – à 150 nautiques -, c'est naturellement lui qui a été désigné pour rejoindre le bâtiment hydro-océanographique. Avant d'arriver les lieux, la frégate a fait décoller un hélicoptère Panther pour pister les pirates.

Finalement, ce jour au matin, l'action « combinée du Panther et de deux embarcations du Nivôse » ont conduit à la reddition puis à l'arrestation des 11 assaillants du Beutemps-Beaupré. Ces derniers ont été embarqués à bord de la frégate française et leurs embarcations ont été détruites.

Seulement, comme les pirates n'ont pas été pris en flagrant délit, il se pourrait qu'ils n'aient à risquer sur le plan judiciaire. Il est en effet fort probable qu'ils soient renvoyés en Somalie, à moins que les autorités françaises en décident autrement.

**Addendum :** *Ce même jour, la frégate Nivôse a neutralisé trois autres embarcations pirates, à 90 nautiques de sa première intervention. La présence d'éléments hostiles avait été précédemment signalée à l'état-major d'Atalante. Au total, le bâtiment français a interpellé 22 pirates en 24 heures.*

§

## Décès d'un ancien des Forces navales françaises libres, compagnon de la Libération

Les compagnons de la Libération ont perdu l'un des leurs. En effet, Elie Touchaleaume s'est éteint à l'âge de 95 ans, ce 5 mars, à Boulogne-Billancourt.

Né le 15 octobre 1914 à Lormes (Nièvre), Elie Touchaleaume s'engage dans la Marine en 1936, après ses études secondaires qu'il a suivies à Saint-Brieuc. Nommé aspirant quelques mois plus tard, il devient enseigne de vaisseau de 1<sup>ere</sup> classe en 1938.

Au moment de la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne en septembre 1939, il est officier sur le contre-torpilleur Le Terrible. Lors des opérations de Dunkerque et aux évacuations du Havre et de Cherbourg, en juin 1940, il commande le Chasseur 13 puis le Chasseur 41.

Refusant la défaite, le jeune officier de marine quitte la France le 17 juin 1940 pour rallier Portsmouth en Angleterre. Très vite, il se rallie à la France Libre du général de Gaulle. Mais, faute de bâtiments français à armer, il demande à l'amiral Muselier de former un bataillon de fusiliers marins (BFM) pour continuer le combat. Ce qui est accordé.

C'est ainsi qu'avec d'autres marins de la France Libre, Elie Touchaleaume suit une instruction donnée par des légionnaires de la 13<sup>e</sup> Demi-Brigade de Légion étrangère (DBLE), revenue de l'expédition de Narvik quelques mois plus tôt.

Avec le 1<sup>er</sup> BFM, Elie Touchaleaume prend part aux opérations de Dakar, du Gabon et de Syrie. Blessé au cours de cette dernière, il ne peut plus servir au sein du bataillon et prend un commandement à la mer.

En décembre 1941, il est nommé commandant du patrouilleur Viking, chargé d'effectuer des missions d'escorte en Méditerranée orientale, avant d'être coulé en avril 1942 par un sous-marin allemand au large de Saïda.

Quelques jours après ce naufrage, Elie Touchaleaume est nommé commandant en second de l'avisos La Moqueuse, qui navigue, comme le Viking, en Méditerranée. Mais un an plus tard, c'est l'Atlantique nord qui attend l'officier. En effet, il prend le commandement de la corvette Lobelia, dont la mission consiste à escorter des convois d'Islande, de Terre-Neuve et d'Halifax. Sous ses ordres, ce bâtiment réussira à couler un sous-marin allemand.

En septembre 1944, Elie Touchaleaume devient chef du 2<sup>e</sup> bureau (renseignement) de l'Etat-major de la Marine à Brest. C'est d'ailleurs qui recevra la reddition de l'amiral allemand Ramke lors de la libération de la capitale du Finistère. Après avoir participé au siège de Lorient avec les FFI, il est chargé de réorganiser les services de la marine en Bretagne.

A l'issue d'un court passage aux services de presse et d'information du ministère de la Marine, Elie Touchaleaume rejoint l'Etat-major du haut-commissaire de France à Saïgon, en octobre 1945. Membre du cabinet du ministre de la Marine en 1947, il quitte ses fonctions un an plus tard avec le grade de capitaine de corvette pour retrouver la vie civile et être employé en Egypte, à la compagnie du Canal de Suez.

Lors de l'affaire de Suez, il est rappelé à l'état-major de l'amiral Barjot, d'août 1956 à février 1957. Cadre de l'industrie pétrolière, il est nommé capitaine de frégate de réserve en 1962.

Avec sa disparition, il ne reste plus que 43 Compagnons de la Libération en vie sur les 1036 hommes et femmes nommés dans cet Ordre créé par le général de Gaulle.